

“Unis pour la Sécurité Alimentaire Mondiale” à Berlin - L'invasion de l'Ukraine par la Russie crée une insécurité alimentaire dans le monde

Lettre ouverte des Ambassadeurs et Chefs de mission près le Royaume du Maroc:

Michael Cutts, Australie
Plamen Tzolov, Belgique
Ladislav Škeřík, République tchèque
Hélène Le Gal, France
Nicolaos Argyros, Grèce
Armando Barucco, Italie
Keeyong Chung, République de Corée
Sjur Larsen, Norvège
Bernardo Futscher Pereira, Portugal
Ricardo Díez-Hochleitner, Espagne
Simon Martin, Royaume-Uni
Patricia Llombart Cussac, UE

Véronique Petit, Belgium
Nell Stewart, Canada
Unna Mustalampi, Finlande
Robert Dölger, Allemagne
James McIntyre, Irlande
Hideaki Kuramitsu, Japon
Jeroen Roodenburg, Pays-Bas
Krzysztof Karwowski, Pologne
Maria Ciobanu, Roumanie
Anne Höglund, Sweden
David Greene, États-Unis

Les marchés mondiaux du blé sont entrés dans une période d'extrême volatilité des prix, à cause de la crise créée par l'invasion de l'Ukraine par les forces russes. Les pénuries de nourriture et d'engrais dans de nombreux pays et l'accélération des flambées des prix des denrées alimentaires menacent de déstabiliser des sociétés fragiles, d'accroître la faim et la malnutrition, de stimuler les migrations et de provoquer de graves bouleversements économiques. L'attaque illégale et immorale contre l'Ukraine a considérablement exacerbé les enjeux de sécurité alimentaire dans le monde. Tous les indicateurs pointent vers des défis encore plus difficiles à venir.

Il est indéniable que l'agression de Poutine contre l'Ukraine met en danger l'approvisionnement mondial en céréales, attisant l'insécurité alimentaire chez les populations les plus vulnérables du monde. La solution à cette crise immédiate est simple: le régime russe doit cesser son agression brutale contre l'Ukraine. La cause de la crise céréalière est claire. Elle est clairement visible dans chaque champ de blé que les bombes de Poutine ont détruit, à chaque agriculteur tué et à chaque navire ukrainien bloqué dans les ports de la mer Noire.

Les forces russes ont empêché l'exportation de 20 millions de tonnes de céréales collectées d'Ukraine vers des pays du monde entier, le Maroc inclus. De plus, des rapports crédibles indiquent que l'armée de Poutine, en violation des lois et des accords internationaux, pourrait transporter du blé d'Ukraine vers des zones contrôlées par la Russie, privant ainsi les pays qui ont un besoin urgent d'importations de céréales.

Le régime russe lui-même a choisi d'arrêter les exportations de son propre pays de nombreuses sortes de céréales, ainsi que d'engrais, ou de n'exporter que vers les pays qu'il considère comme des “nations amies”. Ce qui ne fait qu'aggraver la situation davantage. Cela montre également que le président Poutine est pleinement conscient que son agression menace le monde de faim. La décision de militariser la nourriture appartient à Moscou – et à Moscou seule, elle vise à contraindre la communauté internationale à accepter l'invasion et l'occupation de l'Ukraine. Seulement, la sécurité alimentaire et la nutrition sont des biens publics, et la faim ne doit pas être utilisée comme une arme.

Les dirigeants russes attribuent la responsabilité de la crise alimentaire aux sanctions imposées par les pays du G7 et d'autres. Cela est faux. Il s'agit simplement d'une tentative d'écarter le blâme de son invasion illégale de l'Ukraine. Dans les faits, nos sanctions excluent explicitement les approvisionnements alimentaires, ce qui signifie qu'elles n'empêchent aucun pays d'acheter du blé à la Russie. Les sanctions excluent en outre les produits agricoles ainsi que d'autres biens humanitaires et médicaux. Ces sanctions sont plutôt conçues afin d'arrêter la machine de guerre de Poutine et de protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale d'autres pays (comme l'Ukraine), ainsi que la sécurité alimentaire d'autres pays (comme le Maroc).

Les pays européens voisins de l'Ukraine, comme la Roumanie et la Pologne, viennent à la rescousse en transportant des céréales par voie terrestre, comme il a été le cas avec l'appel d'offres de blé égyptien, la semaine dernière. Néanmoins, cela ne constitue qu'une solution provisoire car à capacité beaucoup plus faible et à coût beaucoup plus élevé. Mais le fait demeure que des navires de guerre russes bloquent les ports ukrainiens, où des millions de tonnes de blé attendent d'être exportées.

Une action mondiale coordonnée, des pays du G7 et d'autres jouant leur rôle, est nécessaire pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Le G7 et d'autres pays partageant les mêmes valeurs, maintiennent leur engagement à soutenir les pays dans cette crise générée par l'agression de la Russie. Nous renforçons notre coopération afin de faire face à cette crise, grâce à un soutien accru aux activités du Programme alimentaire mondial, aux cadres régionaux et au soutien par le biais d'une assistance bilatérale et de programmes nationaux. Le gouvernement russe n'a pas offert un tel soutien.

Le Maroc, comme de nombreux autres pays, est activement engagé dans la sécurisation des expéditions de blé et d'autres denrées alimentaires pour sa population. Pour faire face à cette crise alimentaire, de nombreux pays et organisations, exportateurs comme importateurs de produits alimentaires, se réunissent aujourd'hui à Berlin pour explorer des solutions permettant de maintenir ouverts les marchés agricoles mondiaux. Nous continuerons à soutenir l'Ukraine dans la production et l'exportation de denrées alimentaires pour contribuer à atténuer la crise. Nous appelons à garantir l'exportation de céréales en tant qu'enjeu humanitaire et à la mise en place d'un "couloir humanitaire pour la nourriture" qui garantirait une livraison sans heurt des marchandises aux populations dans le besoin.

Éviter l'insécurité alimentaire n'est atteignable qu'en exerçant toute l'influence possible sur le régime russe. Ici, le Maroc a également un rôle fort. Le président Poutine doit mettre fin à son agression, et à la destruction ou au blocage des approvisionnements alimentaires essentiels vers le monde, afin d'éviter la faim mondiale. Ceci n'appelle rien de moins qu'une réponse unie de la communauté internationale, dont le Maroc est un fier membre.